



## ***BUDGET PRIMITIF 2025 COMBS-LA-VILLE***

*Note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles*

Conformément à l'Article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif et au compte administratif, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

### **RAPPORT**

En ce mois de décembre, il est désormais devenu coutume de procéder au vote du Budget primitif de l'exercice qui débutera dès le 01 janvier. Il convient de rappeler que malgré le contexte très difficile dans lequel se retrouve les collectivités territoriales, Combs-la-Ville parvient à voter son budget 2025 au mois de décembre lorsque beaucoup de communes ou plus largement la majorité des collectivités territoriales, n'ont aujourd'hui plus le choix de repousser cette date, en raison des mesures gouvernementales qui mettent à mal nos finances locales.

En dépit de ces conditions défavorables, notre budget 2025 sera certes plus que jamais « serré » mais sera totalement équilibré et sincère pour garantir le maintien de nos services publics, et ce sans aggraver la pression fiscale, comme l'équipe municipale s'y est toujours engagée.

A l'heure où les collectivités sont pointées du doigt pour un dérapage du déficit public, dont elles ne sont pas responsables, nous rappelons à l'occasion du vote du budget que celui-ci est voté en équilibre, c'est-à-dire que nos emprunts inscrits au budget sont toujours remboursés par nos recettes propres. Les budgets locaux (Communes, Départements et Régions) sont par ailleurs contraints par une double « règle d'or » : Contrairement au budget de l'Etat, la section de fonctionnement ne peut être équilibrée par l'emprunt et les collectivités ne peuvent donc pas emprunter pour financer leurs dépenses de fonctionnement ou emprunter pour rembourser leurs emprunts.

L'amalgame qui est fait entre le déficit public de l'Etat et le besoin de financement des collectivités dans la limite de nos capacités conduit à demander un effort aux Elus locaux bien au-delà de la réalité.

Si Combs-la-Ville ne serait pas mise à contribution par le fonds de réserve prévu pour ponctionner 3 Milliards€ de recettes des collectivités dotées d'un budget de 40Millions€ et

plus, notre ville devrait tout de même faire face à l'augmentation de la cotisation retraite des fonctionnaires imposée et à la réfaction de la dotation de compensation de TVA, connue sous le nom de Fctva.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu lors de la séance du 18 novembre dernier n'a pas manqué de rappeler tous ces sujets couvrant la réalité financière de notre commune et confirmant la menace réelle d'un effet ciseaux entre nos dépenses et nos recettes. La conséquence directe est la réduction de nos marges de manœuvre réduites à pratiquement zéro, mais grâce à une équipe municipale soudée et à nos personnels toujours entièrement dévoués au bien public, nous parvenons à sauvegarder notre service public Combs-la-Villais.

Le budget primitif 2025 présenté s'inscrit dans les mêmes objectifs de rigueur, de sincérité et d'équilibre budgétaire, à savoir :

- Pas d'augmentation des taux d'impositions sur ce mandat.
- Maintien des crédits de fonctionnement à hauteur des dépenses prévues au budget primitif 2024 après crise et impact des mesures gouvernementales.
- La maîtrise de la masse salariale à hauteur de la prévision totale de 2024.
- La sauvegarde de notre autofinancement structurel afin de limiter la dégradation attendue de l'épargne nette, hors excédent reporté.
- Poursuite de la trajectoire de la dette communale : souscription d'un volume d'emprunts nouveaux permettant une stabilité de la solvabilité de la ville et la réalisation des projets du mandat.
- Un volume de dépenses d'équipement en adéquation avec le Plan Pluriannuel d'Investissement et les besoins recensés en matière de rénovation, contraintes énergétiques, développement et de sécurisation du patrimoine communal.

## Etat des ressources financières – Indicateurs financiers (Notamment l'épargne/autofinancement)

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1185.82

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1269.65
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1298.09
3	Dépenses d'équipement brut / population	183.26
4	Encours de dette / population (2) (3)	759.34
5	DGF / population	185.83
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	65.23
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	101.04
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	14.12
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	58.50
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.19

Voici ci-dessous les éléments financiers pour le budget 2025.

## **I. LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

Ce Budget primitif 2025 ne reprendra pas les résultats du compte administratif de l'année précédente. Ces derniers seront repris lors d'un budget supplémentaire courant 2025, afin de financer les nouveaux besoins et/ou compléter le fonds de roulement disponible pour les grands projets (Environ 5Millions€ à ce jour).

### **1) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Les recettes d'investissement se répartissent en 2025 comme suit :

#### **Les ressources internes (Autofinancement) :**

- L'amortissement des immobilisations à hauteur de 1 050 000 €,

#### **Les ressources propres d'origines externes :**

- Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA 2025) sur réalisations 2024 pour 700 000 €, tenant compte de la réduction de la dotation décidée par l'Etat. Le taux de reversement passera de 16,404% à 14,850%.
- La Taxe d'aménagement pour 150 000 €.

#### **Les subventions d'investissement :**

Pour permettre le financement les différents projets d'investissement, les partenaires institutionnels ont été sollicités. Les inscriptions budgétaires des subventions se baseront sur les crédits de paiement des opérations :

Dans le cadre de la réhabilitation – extension du gymnase Beausoleil (Dojo) :

- Etat (DSIL) : pour un montant de 847 000 €.

Autres subventions :

- Sollicitation de la 2ème moitié du fonds de concours d'investissement de GPS (2020/2026) : 421 992 €, pour les projets portés sur la fin de mandat.
- Amendes de police : Somme habituellement prévue au budget de 50 000€.

#### **Les recettes exceptionnelles liées à des cessions :**

- La cession de l'ancien terrain du centre de loisirs le Chêne (1 280 000€ - Délibération n°2 du 25/09/23).

#### **Les emprunts :**

Un emprunt de 1 000 000 € est prévu en 2025. Ce besoin de financement prévisionnel reste à hauteur du remboursement du capital et n'engendre pas de flux important de dette nouvelle. Il est précisé qu'à ce stade, cette enveloppe d'emprunts reste une prévision qui pourra être ajustée à la baisse au budget supplémentaire 2025.

**Les recettes réelles d'investissement s'élèvent au total à 4 453 000 € en 2025 contre 6 608 220 € au budget primitif 2024. Recettes totales opérations d'ordre comprises de 6 023 000 €.**

## **2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Les dépenses d'investissement se répartissent par grand secteur de la manière suivante :

Pour 2025, le montant global des dépenses d'investissement s'élèvera à environ 5Millions€ (7,3Millions€ au budget primitif 2024).

Cette année encore, il a été mis l'accent sur un besoin en équipements des services communaux auquel il convient de répondre, dans un volume dit « exceptionnel », et afin de doter nos services de matériels neufs, modernes et répondant aussi à l'objectif de la prévention des risques au travail. Les investissements concernent les dépenses suivantes :

- La rénovation des bâtiments communaux : 1 388 000 €.
- Modernisation des outils informatiques des services qui s'inscrira aussi dans la sauvegarde de la Cybersécurité du système réseau : 126 000 €.
- La Dotation exceptionnelle d'équipement des services : 281 000 €.
- Renouvellement mobilier/équipements dans les écoles : 22 000 €.
- Remplacement de gros équipements à la Restauration dans la cadre de la prévention liée à la pénibilité : 73 100 €.
- Travaux, aménagement, rénovation de voiries et parkings : 1 335 000 €.
- Aménagement espaces verts : 217 000 €.
- Refonte du site Internet de la Ville : 51 000 €.
- Actions menées dans le cadre du Développement durable : 80 000 €.
- Attribution de compensation à verser à la Communauté d'agglomération au titre des compétences transférées : 360 000 €.
- Remboursement de la dette et frais assimilés : 952 000 €.

### **Le remboursement de la dette en capital pour 947 000 € :**

En 2025, le remboursement de la dette sera de 947 000 € au titre des emprunts souscrits auprès des partenaires bancaires classiques et autres financements sous forme de prêt à taux 0% de la CAF.

Comme le stipule l'article L.1612-4 du CGCT, le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice. Le budget 2025 parvient à dégager un autofinancement net au stade du budget de 642 110 €, auquel il faut rajouter les 700 000 € de Fctva et 150 000 € de Taxe d'aménagement. **Le remboursement du capital de la dette est assuré.**

**Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent donc au total à 5 095 110 € en 2025 contre 7 375 763 € au budget primitif 2024. Dépenses totales opérations d'ordre comprises de 6 023 000 €.**

## **II. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

### **1) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

#### **Les contributions directes :**

Les taux d'impositions n'augmenteront pas. Le produit fiscal attendu est inscrit pour la somme de 16 630 000€ (Compte 73111), évalué à partir d'une évolution prudente des bases d'impositions d'environ de 1,2%.

Dans le même registre, les exonérations décidées par l'Etat au titre de la Taxe foncière seront compensées. Elles connaîtront également les évolutions de leurs bases fiscales permettant la prévision très prudente de la somme de 799 000 € (Compte 74833).

#### **Les concours financiers de l'Etat :**

Les dotations attendues de l'Etat ne sont pas encore définitivement connues, les prévisions de recettes s'appuient néanmoins sur le maintien, comme prévu, par le Projet de Loi de Finances 2025 de la DGF, voire d'une légère hausse :

**La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)** est prévue pour 800 000 € avec l'anticipation de l'augmentation de l'enveloppe allouée par l'Etat.

**Concernant la Dotation Nationale de Péréquation (DNP)**, le montant prévu est de 68 000 € identique à la somme reçue en 2024.

**La Dotation forfaitaire, principale composante de la DGF** est maintenue à une prévision de 2 983 230 €, identique à la somme perçue pour 2024.

#### **Le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC).**

Le territoire intercommunal reste encore bénéficiaire du FPIC avec une amélioration de sa dotation. Le montant prévu pour 2025 est une recette nette de 180 000 € au regard des sommes notifiées pour 2024.

**Fonds de compensation de TVA de fonctionnement :** Le Projet de Loi de finances mettrait fin au Fctva de fonctionnement en plus de la réduction de taux du Fctva d'investissement. Perte de 50 000€ chiffrée en fonctionnement et près de 100 000€ en investissement pour le budget communal 2025. La mesure prévoit donc une application de l'abaissement dès 2025, sur les investissements réalisés en 2024. Cependant, les dernières annonces de l'ancien gouvernement présageaient de revenir sur le caractère rétroactif de la mesure.

**Dotation pour les titres sécurisés et Dotation de recensement :** Dotations versées au titre de la délivrance des passeports et cartes nationales d'identité et des frais engagés pour le recensement. Dotation fixe de 9 000€ par dispositif de recueil en place, majorée d'une part variable selon le nombre de demandes traitées. Somme de 36 390€ prévue.

Concernant la dotation recensement, elle reste évaluée à hauteur de 3 900€ mais devrait bénéficier de la majoration induite de l'enquête famille 2025 qui sera réalisée sur les communes sélectionnées comme Combs-la-Ville.

### **Les autres recettes essentielles :**

Malgré une reprise des transactions depuis l'été 2024, après 2 années de baisse, l'année 2025 ne s'annonce pas très réjouissante pour le secteur de l'immobilier suite aux dernières annonces, de donner la possibilité aux départements qui le souhaitent, d'augmenter de 0,5 point les droits de mutation à titre onéreux pour trois ans.

Ainsi, la sincérité budgétaire qui s'impose à nous conduit à anticiper l'impact de cette mesure, même si elle aura vocation à exclure du champ les primo-accédants.

Sur les 620 000€ inscrits au budget 2024, la commune a perçu la somme de 577 229 € à fin octobre, soit 93 % de la prévision budgétaire. Notre territoire reste par conséquent assez dynamique. La somme de 620 000 € est reconduite au budget 2025.

La Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) : Cette taxe est anticipée pour un montant à 320 000€ contre 331 784 € en 2024. La baisse entre 2022 et 2023 de la consommation d'électricité relevée dans les foyers Combs-la-Villais impacte la prévision de la recette attendue.

FSRIF : En 2023, la commune de Combs-la-Ville est de nouveau éligible au fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France après l'avoir quitté en 2016. La somme nette de 853 424 € (sans prélèvement) lui est attribuée et reste prévue pour ce même montant pour 2025.

Les recettes liées aux services à destination des usagers : (Chapitre budgétaire 70), les prévisions resteront stables en 2024 en adéquation avec le niveau de l'activité des services communaux (Petite enfance, périscolaire/extrascolaire, loisirs, jeunesse, etc...). Toutefois, il a été décidé au regard du contexte inflationniste, de faire progresser l'ensemble des tarifs entre 1 et 2,5% dès le 01/01/2025.

**Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent donc au total à 29 310 825 € en 2025 contre 28 604 881 € au budget primitif 2024 (+2,47%). Recettes totales opérations d'ordre comprises de 29 738 715 €.**

## **2) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

### **Les charges de personnel**

Concernant les frais de personnel, le Budget primitif est construit sur l'hypothèse d'une masse salariale estimée à 18 700 000 €, soit +876 180 € par rapport au Compte administratif 2023 (+4,92%) et +300 000 € par rapport à la fin de gestion anticipée 2024 (+1,50%). La prévision 2025 prend en compte :

- Le Glissement Vieillessement Technicité (GVT), les promotions et les avancements de grade,
- La revalorisation du point d'indice des deux dernières années (+3,5% et +1,5%) en année pleine.
- Les reclassements statutaires des catégories A, B et C,
- Augmentation de 5 points d'indice de tous les agents au 01/01/2024.
- La prise en charge de la participation de la prévoyance.
- L'augmentation de la cotisation retraite des employeurs publics.
- Les recrutements jugés impératifs pour le fonctionnement du service public.

### **Les charges à caractère général**

Ce chapitre de dépenses s'élève à la somme de 7 272 351€ contre 7 054 550 € pour 2024, soit + 217 801€ (+3,09%). La croissance relevée est principalement liée à :

- L'augmentation du prix de l'énergie, du carburant dont notamment une variation notable de la facture de Gaz qui passe de 438 000€ à 740 000€, soit + 301 674€ (+69%).
- L'augmentation du coût des frais d'assurance.
- La revalorisation des contrats.

**Toutes les demandes des services ont pu être satisfaites dans le périmètre de stabilité des dépenses de fonctionnement défini et la continuité des politiques publiques.**

### **Les autres charges de gestion courante (Chapitre 65)**

Ce poste de dépenses contient principalement les subventions aux associations prévues pour un montant global de 429 389 €.

Ce chapitre budgétaire comporte aussi les subventions d'équilibre du CCAS et du budget annexe Service d'Aide à Domicile, prévues pour la somme inchangée de 694 000€.

Et une dépense qui requiert une transparence certaine dans la prévision budgétaire : La contribution annuelle au Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour un coût attendu de 347 000 € (+11%).

### **Les charges financières (Chapitre 66)**

Nous le rappelions lors du débat d'orientations budgétaires, la baisse des taux opérée par la Banque centrale européenne (BCE) afin de stimuler l'activité économique donne aux emprunteurs une nouvelle perspective d'endettement.

La commune pourra ainsi redéployer une stratégie d'endettement, comme elle l'avait définie et annoncée en début de mandat, dans la limite d'une enveloppe de 11,5Millions€.

La charge de la dette est prévue à hauteur de 300 000€ avec une anticipation d'une éventuelle remontée des taux dans la situation d'incertitudes actuelle. Le Placement de l'emprunt contracté auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France en date du 25 février 2021 pour un montant de 5 500 000 € et dont l'emploi est différé produira des recettes en intérêts pour la collectivité. Le placement des fonds a été réalisé sous la forme d'un Compte à terme, d'une durée de 12 mois avec une date d'échéance en mars 2025 – Taux fixe de rémunération = 3,42% nets. La recette attendue est de 188 000€. Grace à l'optimisation recherchée des excédents de trésorerie, la charge nette financière de la dette sera réduite à 112 000€ en 2025 (3000 000€ - 188 000). Rapprochée à l'encours de dette de 17 145 935€, le taux moyen de la dette de 1,73 % est abaissé à 0,65%, ce qui est très compétitif, voire sans comparaison avec les communes voisines.

**Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent donc au total à 28 668 715,00€ en 2025 contre 27 837 338,00€ au budget primitif 2024 (+2,99%). Recettes totales opérations d'ordre comprises de 29 738 715 €.**

En conclusion, il a été présenté au Conseil municipal un Budget Primitif 2025 équilibré, qui permettra de continuer la mise en œuvre des projets communaux.

<b>SECTIONS</b>	<b>RECETTES</b>	<b>DEPENSES</b>
Investissement	6 023 000 €	6 023 000 €
Fonctionnement	29 738 715 €	29 738 715 €
<b>TOTAUX</b>	<b>35 761 715 €</b>	<b>35 761 715 €</b>